



HAL
open science

A la recherche de ” l’ennemi principal ” : lorsque la crise syrienne déboussole les gauche arabes

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. A la recherche de ” l’ennemi principal ” : lorsque la crise syrienne déboussole les gauche arabes. François Burgat et Bruno Paoli. Pas de printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre es acteurs et les défis de la crise (2011-2013), La découverte, pp.240, 2013. halshs-01063645

HAL Id: halshs-01063645

<https://shs.hal.science/halshs-01063645>

Submitted on 12 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

A la recherche de « l'ennemi principal » : lorsque la crise syrienne déboussole les gauches arabes¹

En août 2011, le quotidien libanais de gauche nationaliste *al-Akhbar*² vit sa première grande crise depuis sa création à l'été 2006. Son rédacteur en chef adjoint, Khaled Saghieh, quitte en effet le journal qu'il a lui-même contribué à fonder. Au centre de la polémique : le traitement de la crise syrienne. Khaled Saghieh dénonce en effet le manque de soutien du journal au soulèvement populaire syrien commencé en mars 2011³. *Al-Akhbar* n'a jamais dénié sa proximité politique avec le Hezbollah libanais – l'un des principaux soutiens régionaux de la direction baathiste à Damas – et n'a jamais caché, dans sa ligne éditoriale, qu'il était sans doute plus favorable à une logique de dialogue entre l'équipe au pouvoir en Syrie et une partie de l'opposition qu'à une « chute » pure et simple du régime. Et pourtant : *al-Akhbar* n'en a pas moins, depuis le commencement de la révolte syrienne, donné la parole à un certain nombre d'opposants au Président Bashar al-Assad. Parmi eux, Salamah Kaileh, un intellectuel marxiste syro-palestinien, arrêté à la fin avril 2012 par les services de sécurité syriens⁴.

En juin 2012, la crise politique d'*al-Akhbar* se poursuit dans la version anglaise du journal, en ligne, à la suite d'un article d'Amal Saad Ghorayeb⁵. Se situant explicitement dans une ligne de soutien à la présidence syrienne, la chroniqueuse libanaise s'attaque alors aux partisans de la « troisième voie » : ceux qui dénoncent le régime autoritaire syrien tout en mettant en garde contre toute forme d'intervention étrangère, à fortiori militaire et occidentale, sur le modèle libyen. En conséquence, le même mois, c'est un autre collaborateur d'*al-Akhbar English*, Max Blumenthal, qui annonce son départ, dans un article critiquant les « apologistes d'al-Assad » au sein de la rédaction⁶.

Une « troisième voie » ?

La crise d'*al-Akhbar* est symptomatique des débats qui clivent aujourd'hui, autant stratégiquement qu'idéologiquement, les gauches dans le monde arabe. Certaines restent partisans du régime, au nom de la lutte contre Israël et de la « résistance à l'impérialisme ». D'autres se placent résolument aux côtés de l'insurrection syrienne, au nom d'une logique « révolutionnaire » et de défense des « droits démocratiques ». Les dernières, enfin, défendent une ligne médiane, entre solidarité distante avec la demande de liberté des manifestants syriens et critique inconditionnelle des « ingérences étrangères » dans le conflit, prônant alors une forme de « réconciliation nationale » entre l'opposition et le régime. Face à la Syrie, qu'elles soient d'origines proprement communistes ou marxistes, qu'elles se situent dans l'orbite d'une certaine gauche nationaliste, qu'elles soient radicales ou modérées, les gauches arabes ont ainsi l'allure d'une mosaïque éclatée.

¹ Une version courte de cet article, « la crise syrienne déchire les gauches arabes », est parue dans *le Monde diplomatique* d'août 2012.

² Les Nouvelles.

³ Ibrahim al-Amin, « Limâdhaghâdara Khâled Sâghîeh al-Akhbâr ? » (Pourquoi Khaled Saghieh a-t-il quitté al-Akhbar ?), *al-Akhbar*, Liban, 21 août 2011

⁴ Salamah Kaileh vit aujourd'hui entre la France et la Jordanie.

⁵ Amal Saad Ghorayeb, « Syrian Crisis : There's a crowd », *al-Akhbar English*, 12 juin 2012

⁶ Max Blumenthal, « The right to resist is universal : a farewell to Al Akhbar and Assad's Apologists », *al-Akhbar English*, 20 juin 2012

Les soutiens purs et simples à la politique du gouvernement syrien ne sont certes pas légions, et rares sont les voix appelant à un maintien du régime tel quel. Mais les partisans inconditionnels de la révolte populaire, voire même de l'insurrection armée, ne semblent pas être plus majoritaires. Ces derniers se situent souvent à l'extrême-gauche du spectre politique. Ils sont parfois de filiation trotskyste –le Forum socialiste au Liban, les Socialistes révolutionnaires en Egypte-, ou maoïstes –la Voie démocratique au Maroc. Ils entretiennent des relations avec certaines fractions opposantes au régime, comme la Gauche révolutionnaire en Syrie⁷ de Gayath Naisse. Ils ont pu participer, depuis le printemps 2011, à de ponctuelles mobilisations devant les consulats et ambassades syriens de leurs pays respectifs. Certaines voix intellectuelles de gauche indépendantes soutiennent également la logique insurrectionnelle, à l'instar de l'historien libanais Fawwaz Traboulsi⁸, ou de l'ancien député palestinien à la Knesset israélienne, Azmi Bishara. Ce dernier, désormais installé au Qatar, fut pourtant un moment proche, au cours des années 2000, des autorités damascènes.

C'est d'abord la « chute du régime » qui est demandée : cette sensibilité dans les gauches arabes refuse toute logique de dialogue entre les autorités gouvernementales et l'opposition. Tout en défendant la nécessité d'une protestation populaire, si ce n'est pacifique, elle ne dénie pas aux révoltés le droit de recourir à la force des armes. A l'extrême-gauche, les partisans de la révolution syrienne se démarquent toutefois du Conseil national syrien (CNS) et de la Coalition nationale syrienne⁹, sur un point majeur : leur alliance avec des états tels que le Qatar, la Turquie ou l'Arabie saoudite, y est fermement dénoncée comme pouvant affecter l'indépendance du mouvement populaire en Syrie.

C'est donc souvent une « troisième voie » qui est recherchée : dénonçant tout à la fois le régime, appelant à sa chute finale, une partie des gauches radicales n'en reste pas moins circonspecte sur le soutien accordé par les monarchies du Golfe aux révolutionnaires syriens, tout comme elle n'ose adhérer complètement au discours « anti-régime » d'une partie de la communauté internationale, Etats-Unis en tête. Cependant, ce réflexe « anti-impérialiste » ne prend pas ici le pas sur le soutien à l'insurrection. Pour cette gauche radicale, priorité est encore donnée à la situation interne en Syrie : c'est la logique du soulèvement qui compte avant tout, opposant un peuple à son régime, traçant ainsi un parallèle avec les processus à l'œuvre précédemment en Tunisie ou en Egypte.

Une logique « réformiste »

C'est au contraire une distance prudente envers la révolte syrienne qui caractérise la majorité des forces se situant à la gauche du spectre politique dans le monde arabe. C'est d'abord la militarisation de l'insurrection qui est souvent dénoncée : elle ne profiterait ainsi qu'aux seuls groupes islamistes radicaux, et aux combattants « étrangers » affluant en Syrie. La professionnalisation du conflit est ainsi agitée comme la cause plus que probable d'une guerre civile interminable qui s'annoncerait. Ce

⁷ La Gauche révolutionnaire en Syrie (al-Yassârath-thawrî fi Sûrya) est proche de la Quatrième internationale de sensibilité trotskyste. Ses articles et communiqués sont régulièrement relayés par des organisations comme le Nouveau parti anticapitaliste (NPA) en France, ainsi que par la revue de la Quatrième internationale, *Inprecor*, publiée en français, en anglais et en espagnol.

⁸ Ancien membre dirigeant de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL), Fawwaz Traboulsi enseigne aujourd'hui l'histoire à la Lebanese American University (LAU).

⁹ Fondé à l'été 2011, le Conseil national syrien (CNS) est basé à Istanbul, en Turquie. Il regroupe d'importants partis de l'opposition syrienne, à l'instar des Frères musulmans. Le Conseil national syrien a intégré, en novembre 2012, la Coalition nationale des forces de la révolution et de l'opposition syrienne.

sont enfin les rapports de force régionaux et mondiaux proprement externes à la Syrie qui inquiètent souvent. Iran et Syrie contre monarchies du Golfe ; Russie et Chine contre Etats-Unis : dans le grand jeu guerrier régional et international qui fait de la Syrie une ligne de front entre plusieurs acteurs étatiques internationaux, le choix est souvent fait, à gauche, en faveur des premiers contre les seconds.

Ainsi, lorsque le 4 avril 2012, « l'Union des partis nationalistes et de gauche » jordaniens, une coalition réunissant six formations politiques, des communistes aux nationalistes arabes, organise un meeting, à Amman, pour commémorer le neuvième anniversaire de l'invasion américaine de l'Irak, c'est moins le souvenir de la chute de Saddam Hussein que la crise syrienne qui est sur toute les lèvres : le compte-rendu de la conférence dans l'hebdomadaire de gauche *Nida al-Watan* (l'appel de la patrie) y dénonce fermement « l'intervention étrangère » en Syrie, traçant un parallèle explicite entre l'opération militaire d'avril 2003 contre l'Irak et l'appui des principales puissances occidentales au Conseil national syrien et à l'opposition armée. En Tunisie, dans un communiqué publié en mai 2012, la puissante centrale syndicale de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dont une partie du Bureau exécutif est aujourd'hui issue de l'extrême-gauche, tout en réitérant son soutien aux demandes démocratiques du peuple syrien, met en garde contre un « complot » fomenté par les états « coloniaux et arabes réactionnaires ». Deux mois auparavant, le Parti des ouvriers communiste tunisien (POCT)¹⁰ appelait, aux côtés de formations nationalistes arabes, à une manifestation pour dénoncer la tenue, à Tunis, de la conférence des « Amis de la Syrie », réunissant, autour du Conseil national syrien, près de 60 délégations internationales. Le Parti communiste libanais s'est quand à lui caractérisé par un positionnement particulièrement prudent : publiant parfois dans ses organes de presse des articles d'opposants syriens tels que Michel Kilo, il s'est toutefois abstenu de participer aux quelques manifestations qui se sont tenue devant le consulat syrien à Beyrouth. Qui plus est, il se retrouve parfois sous le feu des critiques de l'extrême-gauche libanaise, une partie de sa direction restant proche du Parti de la volonté populaire syrien de Qadri Jamil : membre de l'opposition « légale », ce dernier a intégré le nouveau gouvernement de Riyad Hijab¹¹, appointé par Bashar al-Assad au mois de juin 2012, comme Vice-Premier Ministre aux affaires économiques. Le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) affiche certes une neutralité distante entre régime et opposition syrienne : il tente ainsi, depuis l'hiver 2012, de prévenir l'entrée des troupes de l'armée régulière et celles des groupes insurgés dans les camps de réfugiés palestiniens de Syrie, se posant moins comme acteur du conflit que comme médiateur entre les différentes parties militaires en présence. Néanmoins, cette neutralité axiologique affichée peut se trouver partiellement ébranlée par les prises de position de certaines de ses figures historiques en faveur du régime : ainsi de Leyla Khaled, membre de son Bureau politique, qui a ostensiblement brandie devant les caméras, lors d'une manifestation commémorant l'assassinat de ChoukriBelaïd¹² tenue en mars 2012 à Tunis, le drapeau encore officiel de la République arabe syrienne, et non pas celui de l'opposition¹³.

C'est donc plus souvent une logique « réformiste » et graduelle qui est mise en avant par une partie

¹⁰ Le Parti des ouvriers communiste tunisien, rebaptisé depuis l'été 2012 Parti des travailleurs, est l'une des principales composantes du Front populaire, large coalition de la gauche tunisienne et des nationalistes arabes.

¹¹ Riyad Hijab a quitté son poste de Premier ministre et fui vers la Jordanie au mois d'août 2012.

¹² Leader du Parti des patriotes démocrates unifiés, un mouvement de gauche radicale tunisien, ChoukriBelaïd a été assassiné à Tunis le 6 février 2013.

¹³ Voire, dans le même ouvrage, notre article consacré au mouvement national palestinien face à la crise syrienne.

des gauches arabes : la solution au conflit syrien sera politique, et non militaire. Le communiqué final de la *Conférence nationaliste arabe*, qui s'est tenue à Hammamet, en Tunisie, en juin 2012, réunissant quelques 200 congressistes membres de formations nationalistes arabes, de gauche¹⁴, et, dans une moindre mesure, islamistes, en résume quelque peu la teneur : le document s'est voulu le plus consensuel possible. Tout en reconnaissant le droit du « *peuple syrien à la liberté, à la démocratie et à l'alternance pacifique au pouvoir* », il condamne en même temps la « *violence d'où qu'elle vienne* », renvoyant dos à dos le régime et l'opposition armée, les appelant tous deux à s'inscrire dans une logique de « *dialogue* » basé sur le Plan de retour à la paix proposé en mars 2012 par l'émissaire de l'ONU, Kofi Annan¹⁵.

Janus syrien et spectre islamiste

La dynamique islamiste née des printemps arabes, traduite par l'arrivée aux portes des pouvoirs marocains, tunisiens et égyptiens de forces issues des Frères musulmans, a sans doute provoqué, dans une partie des gauches, un étrange retour de balancier : les révoltes arabes sont aussi désormais craintes pour la nouvelle hégémonie islamiste qu'elles pourraient à terme faire naître. Le mouvement Ennahda en Tunisie, tout comme les Frères musulmans égyptiens en Egypte et en Jordanie, apparaissent comme de fervents soutiens de l'opposition syrienne. La position d'une grande partie des gauches arabes sur le dossier syrien traduit ainsi sa propre confrontation intérieure avec les forces issues de l'islam politique. En somme, de l'Egypte à la Tunisie, plus la bipolarisation avec les islamistes est forte, plus la lecture du conflit syrien s'en trouve radicalisée en faveur du régime.

D'où, pour des partis se réclamant souvent de la « *révolution* » et du « *progressisme* », si ce n'est encore pour certains du marxisme, une préférence paradoxale pour une solution négociée et graduelle de transition en Syrie, par peur des lendemains qui déchantent. Cette opposition à l'islam politique est cependant, en un sens, sélective. C'est d'abord l'islamisme sunnite qui est craint : le Hezbollah libanais, quant à lui, peut encore garder une certaine crédibilité dans les rangs des gauches arabes, en vertu même de sa double opposition aux états du Golfe et au salafisme, de ses rapports détériorés depuis deux ans avec les forces se réclamant des Frères musulmans dans la région, ou encore de sa confrontation continue avec Israël. En forme d'alliance inédite des minorités¹⁶, l'islam politique chiite apparaît comme le dernier rempart, pour une partie des gauches arabes, contre la montée d'un islamisme sunnite vécue dans les rangs « *progressistes* » comme un danger existentiel.

¹⁴ En plus des formations proprement nationalistes arabes, baathistes ou nassériennes, la *Conférence nationaliste arabe* comprend des partis politiques de gauche tels que le Parti socialiste unifié (PSU) marocain, le Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), ou le Parti socialiste yéménite (PSY).

¹⁵ Conférence nationaliste arabe (al-Mu'atamar al-qawmî al-'arabî), Biânîlal-Umma (Communiqué à la Umma), Hammamet, Tunisie, 6 juin 2012, <http://www.arabnc.org/details.php?id=481&cid=195&tohide=9>

¹⁶ Cette perspective d'une alliance nécessaire entre le Hezbollah libanais et les gauches arabes contre « l'intégrisme sunnite » a notamment été défendue par l'intellectuel de gauche jordanien NahedKhatar. Entretien de l'auteur, NahedKhatar, Amman, Jordanie, février 2012.

Deux lectures de l'histoire

Si, dans une partie de la gauche radicale du monde arabe, la perspective révolutionnaire doit donc bien être à l'ordre du jour en Syrie, une autre fraction, substantiellement plus importante, en a au contraire fait son deuil : une chute brutale du régime n'est pas souhaitée. Pour la première, le nœud du problème est d'abord syrien : c'est celui qui fait se confronter un arsenal répressif à une insurrection populaire. Pour la seconde partie de la gauche, le cœur de la contradiction résiderait dans une guerre froide qui ne dirait pas son nom. La peur du vide et d'une nouvelle Syrie post-Bashar dont la sphère d'alliance internationale serait tout à la fois réconciliée avec les Etats-Unis d'Amérique et dirigée vers les états du Golfe est bien plus forte que celle de voir la durée de vie du régime encore perdurer. C'est aussi que la Syrie fait encore office de Janus pour les gauches arabes. Rares sont en effet ceux qui dénie son caractère autoritaire et répressif : mais encore aujourd'hui, le discours défensif du régime syrien, combiné aux sanctions internationales dont il fait l'objet, fait écho à un des profonds sous-bassement idéologique des gauches arabes, à savoir le paradigme tiers-mondiste et anti-impérialiste. C'est en somme l'éternel retour dialectique du vieux principe maoïste de la « *contradiction principale* » et de la « *contradiction secondaire* » qui joue. Face à la crise syrienne, les gauches arabes se posent la question : « *qui est l'ennemi principal, du régime ou de l'opposition et de ses alliés ?* ». Le soulèvement syrien signe alors un acte de divorce, peut-être temporaire, avec ce qui fondait le socle du politique pour les gauches arabes des années 1960 et 1970 : la coïncidence si évidente à l'époque entre anti-impérialisme et révolution.

Chez les uns, ce sentiment anti-impérialiste reste encore tempéré par l'attachement au caractère populaire de la révolte. Les révolutions arabes y sont perçues comme une nouvelle séquence du politique dans le monde arabe, faisant office de rupture avec le passé, devant sonner le glas des régimes autoritaires. La négociation avec l'appareil du régime ne profiterait au final qu'au régime lui-même. Une vision résumée par l'intellectuel de gauche Gilbert Achcar : « *L'Etat ne peut être réformé, brisé partiellement, ou simplement débarrassé de la famille régnante, de façon pacifique. Son noyau dur – sa garde prétorienne avant tout – doit être brisé complètement par la force des armes* »¹⁷. Chez les autres, l'anti-impérialisme est au contraire démultiplié par l'internationalisation croissante du conflit. La crise syrienne n'y est pas perçue en termes de rupture, mais plutôt en termes de continuité temporelle avec les années 2000, marquées par la seconde Intifada palestinienne, l'invasion américaine de l'Irak et la guerre de l'été 2006 entre le Hezbollah et Israël. Pour les uns, le soulèvement syrien se joue sur le mode révolutionnaire des « *grands soirs* » espérés. Pour les autres, il s'inscrit dans le paradigme néocolonial des « *petits matins* » désenchantés. Les bombardements israéliens sur la Syrie du printemps 2013 n'ont fait qu'accentuer ce mécanisme de reconnaissance tiers-mondiste implicite entre une partie des gauches arabes et le régime syrien, faisant écho à un nationalisme arabe qu'on disait moribond, mais dont les ressorts idéologiques, politiques et émotionnels demeurent en réalité d'une pleine actualité.

¹⁷ Gilbert Achcar, *Le peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Sindbad Acte sud, Paris, 2013, p 208.

Encart : de l'autre côté de la Méditerranée...

Si le paradigme anti-impérialiste et tiers-mondiste est bien au cœur des mécanismes de solidarité avec le régime syrien manifestés par les gauches latino-américaines, notamment dans leurs versants « *bolivariens* »¹⁸, les mouvements de gauches radicaux européens ont quant à eux soutenus, depuis mars 2011, la dimension populaire et sociale du soulèvement syrien. Cette position se distingue certes des formations de centre-gauche traditionnelles : Le Conseil national syrien, tout comme la Coalition nationale syrienne, y sont avant tout regardés comme les fossoyeurs possibles de ce que les gauches radicales européennes, et notamment françaises, n'hésitent pas à caractériser comme une révolution populaire. La perspective d'une intervention militaire étrangère y est refusée, il y a défiance vis-à-vis des composantes islamiques du soulèvement : mais le soutien aux premières revendications du soulèvement, tout comme l'appel au départ du président Bashar al-Assad et à la « *chute du régime* », y sont clairement énoncés.

Des formations comme le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) français, la Gauche anticapitaliste espagnole et le Mouvement suisse Solidarités ont ainsi tenu à Tunis, lors du Forum social mondial de février 2013, une réunion aux côtés de formations de gauche venues du pourtour méditerranéen, pour y signer une « *Déclaration sur la révolution syrienne des forces de gauche* », souhaitant « *changer les positions de la gauche qui, au prétexte de l'anti-impérialisme, soutient un pouvoir maffieux et criminel* »¹⁹. En France, le Parti communiste français, Europe Ecologie ou le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon ont participé aux manifestations de 2011 et 2012 organisés par certaines structures de l'opposition syrienne. La galaxie intellectuelle de la gauche radicale et des nouvelles pensées critiques n'est pas en reste : un appel signé par certaines de ses figures internationales – Norman Finkelstein, Frederic Jameson, Tariq Ali, IlhanPappe, Gilbert Achcar, John Holloway, Etienne Balibar – paraît en avril 2013, faisant un parallèle entre le soulèvement syrien et les « *révolutions du nord de l'Afrique (...) la révolte zapatiste au Mexique, le Mouvement des sans-terre au Brésil, les mobilisations en Europe et en Amérique du Nord contre l'exploitation néolibérale* »²⁰. Le soutien à l'insurrection syrienne ne fait certes pas tout à fait l'unanimité, et le positionnement purement anti-impérialiste, susceptible de sympathies potentielles avec la Syrie baathiste, reste encore prégnant : en Grande-Bretagne, il peut être aujourd'hui symbolisé par l'ancien député travailliste Georges Galloway, membre du mouvement Respect – une formation née à la suite des manifestations de 2003 contre la guerre en Irak.

Contrairement à une partie des gauches arabes, le positionnement anti-impérialiste ou l'hostilité affichée vis-à-vis des principales puissances occidentales n'induit donc pas, dans le large spectre de

¹⁸ Voire, dans le même ouvrage, l'article de Janaïna Herrera.

¹⁹ « Déclaration sur la révolution syrienne des forces de gauche participant au Forum social mondial réunies à Tunis du 26 au 30 mars 2013 », <http://syriafreedomforever.wordpress.com/2013/04/10/declaration-sur-la-revolution-syrienne-des-forces-de-gauche-participant-au-forum-social-mondial-reunies-a-tunis-du-26-au-30-mars-2013/>

²⁰ « Solidarité avec la lutte des syriens et des syriennes pour la dignité et la liberté », Collectif, 8 avril 2013, <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article28374>

gauches radicales européennes, un soutien au régime, contrairement à une opinion répandue. Le réflexe anti-impérialiste s'y arc-boute, au minimum, à une reconnaissance du caractère populaire du soulèvement syrien, quand bien même celui-ci serait considéré comme dévoyé. Le nationalisme baathiste n'y est pas l'objet d'une admiration soutenue. Les réseaux de soutien explicite au régime syrien, en France, se trouvent moins à l'extrême-gauche que dans certaines franges de l'extrême-droite, notamment dans la nébuleuse groupusculaire – aux thématiques souvent complotistes – du Réseau Voltaire²¹, d'Égalité et réconciliation²² ou du défunt site internet InfoSyrie²³. La manifestation parisienne du 2 février 2013 a pu regrouper certains mouvements de l'extrême-droite européenne autour d'un anti-impérialisme de droite, mélange composite d'anti-américanisme et de nationalisme identitaire, autour des portraits du président Bashar al-Assad et de Vladimir Poutine. Historiquement et idéologiquement, il n'a cependant aucun rapport commun avec le tiers-mondisme de gauche : pas plus que lors de l'invasion américaine de l'Irak en 2003, la crise syrienne n'a pu créer de passerelles entre extrême-gauche et extrême-droite, ces deux dernières restant au final d'irréductibles ennemis.

Le soutien à la révolution syrienne d'une partie des gauches radicales européennes aboutit cependant au paradoxe suivant : elles s'y coupent en partie des mouvements qu'elles disent, dans le monde arabe, soutenir. Lorsque l'extrême-gauche française encourage la dynamique du Front populaire tunisien, c'est souvent au prix d'une singulière méconnaissance – consciente ou inconsciente – des positions de ses principales composantes sur la crise syrienne – la présence régulière du drapeau du régime syrien dans les démonstrations populaires de la gauche radicale tunisienne en étant un signe parmi d'autres. La position de neutralité axiologique de la gauche palestinienne concernant le conflit syrien reste un sujet d'interrogation pour une large partie de l'extrême-gauche française et européenne. Signe des temps d'un débat qui n'est jamais tout à fait poussé à son terme : le caractère islamique de l'insurrection y est souvent, et délibérément, sous-estimé. C'est aussi que la crise syrienne est venue en partie brouiller les « *deux côtés de la barricade* », qui semblaient autrefois si simples à percevoir : l'anti-impérialisme et la révolution semblent bien, pour le moment, ne pas pouvoir tout à fait concorder. La crise syrienne en a sans doute moins annihilé qu'obscurci, pour un temps, les contours d'autrefois.

Nicolas Dot-Pouillard (Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient à Beyrouth, Liban).

²¹ Le site *Réseau Voltaire*, animé par le journaliste Thierry Meyssan, fondé à la fin des années 1990, était au départ principalement axé sur la lutte contre l'extrême-droite. Suite aux événements du 11 septembre 2001, une partie de la direction du site va peu à peu effectuer un rapprochement avec certaines factions de l'extrême-droite française.

²² Le mouvement Égalité et réconciliation est notamment animé par l'écrivain Alain Soral.

²³ Le site InfoSyrie, entré en veille en janvier 2013, est notamment lié à Frédéric Chatillon, ancien responsable d'un mouvement radical d'extrême-droite, le Groupe Union défense (GUD).